

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : 25

By Mr Andrew Duff, Lamberto Dini, Paul Helminger, Dimitrij Rupel, Peeter Kreitzberg, Algirdas Griekus, Puiu Hasotti, Jelko Kacin, Zekeriya Akcam, Members of the Convention

Lone Dybkjaer, Willem Van Eekelen, Lord Robert MacLennan of Rogart, Nesrin Uzun, Marios Matsakis, Androula Vassiliou, Istvan Szent-Ivanyi, Peter Eckstein-Kovacs, Ibrahim Ozal, alternate Members of the Convention.

Article 25: Legislative procedure

1. The legislature is composed of the Council and the European Parliament. The legislative procedure shall apply to the enactment of normative rules involving basic political choices which place rights and obligations on Member States and natural or legal persons.

1 bis. Laws and framework laws shall be adopted by the legislature on the basis of proposals from the Commission. The legislative procedure shall consist of a first reading, and, where necessary a second reading and a conciliation procedure, as follows:

- (i) Le Parlement européen statue à la majorité des suffrages exprimés en première et en troisième lecture et à la majorité absolue en deuxième lecture.*
- (ii) Le Conseil statue à la majorité qualifiée sauf sur des amendements ayant fait l'objet d'un avis négatif de la Commission, ou il statue à l'unanimité.*
- (iii) La Commission peut modifier sa proposition tout au long de la procédure et peut la retirer jusqu'à la fin de la deuxième lecture.*

Première lecture

- (iv) La Commission présente une proposition à la législature. Le Parlement adopte sa position en première lecture et la transmet au Conseil. Si le Conseil approuve tous les amendements adoptés par le Parlement, l'acte proposé ainsi amendé est réputé adopté par les deux institutions.*
- (v) Si le Parlement ne propose aucun amendement, le Conseil peut approuver l'acte proposé, lequel est réputé adopté par les deux institutions.*
- (vi) Dans les autres cas, le Conseil adopte sa position en première lecture et la transmet au Parlement. Le Conseil informe pleinement le Parlement des raisons qui l'ont conduit à arrêter sa position.*

Deuxième lecture

- (vii) Si, dans un délai de trois mois après cette transmission, le Parlement approuve la position du Conseil ou ne s'est pas prononcé, l'acte concerné est réputé arrêté par les deux institutions.*

- (viii) *Si le Parlement rejette la position du Conseil, l'acte proposé est réputé non adopté.*
- (ix) *Si le Parlement propose des amendements à la position du Conseil, le texte ainsi amendé est transmis au Conseil. Si, dans un délai de trois mois après cette transmission, le Conseil approuve tous les amendements du Parlement, l'acte concerné est réputé adopté. Si le Conseil n'approuve pas tous les amendements, le président du Conseil, en accord avec le président du Parlement, convoque le comité de conciliation dans un délai de six semaines.*

Conciliation et troisième lecture

- (x) *Le comité de conciliation, qui réunit les membres du Conseil et autant de représentants du Parlement, a pour mission d'aboutir à un accord sur un projet commun à la majorité qualifiée des membres du Conseil et à la majorité des représentants du Parlement. La Commission participe aux travaux du comité de conciliation et prend toutes les initiatives nécessaires en vue de promouvoir un rapprochement des positions du Parlement et du Conseil. Pour s'acquitter de sa mission, le comité de conciliation examine les positions adoptées par le Parlement européen et le Conseil.*
- (xi) *Le comité de conciliation dispose d'un délai de six semaines après sa convocation pour parvenir à un accord. Lorsque le comité de conciliation n'approuve pas de projet commun, l'acte proposé est réputé non adopté.*
- (xii) *Lorsque le comité de conciliation approuve un projet commun, la législature dispose d'un délai de six semaines supplémentaires à compter de cette approbation pour arrêter l'acte concerné conformément au projet commun. En l'absence d'approbation en troisième lecture par soit le Conseil ou le Parlement dans le délai visé, l'acte proposé est réputé non adopté.*
- (xiii) *Les délais de trois mois et de six semaines visés au présent article sont prolongés respectivement d'un mois et de deux semaines au maximum à l'initiative du Parlement ou du Conseil. Le délais de six semaines ne courent pas pendant le mois d'août.*

Specific provisions shall apply in the cases referred to in Article Z (*ex-third pillar*).

In the case of organic law, where the Council acts by qualified majority vote, the Council shall act by enhanced qualified majority vote. Where the Parliament acts by an absolute majority it shall act by a two-thirds majority of its Members.

- 2. *Delete*
- 3. When acting under any procedure for the adoption of **legislation**, the European Parliament and the Council shall meet in public **and publish their proceedings**.

Explanation:

We propose a change of title because this Article is about the legislative procedure and not the legislative acts.

25.1 *To aid comprehension we propose that the Constitution reminds everyone here that the*

Union has a legislature which is made up of the Council and the Parliament.

To effect the constitutional delimitation of legislative and executive action there is a need to define what is 'legislative' and what is 'executive'. The definition of 'legislation' in the Constitution would impose a substantive requirement on the Union. If the 'legislation' did not appear to be legitimated by procedural and/or substantive requirements, it would be open to challenge in the Court of Justice.

25.1 bis. The details of the codecision procedure are essential elements of the Constitution. It is preferable therefore to give them maximum visibility by placing them in Part One. We reproduce the essence of Article 251 TEC (the codecision procedure) in a revised, and one hopes, clearer and shorter form.

The special thresholds for organic laws are also provided for.

25.2 There is an important point of principle here which should be made explicit. Nothing should become law that is not passed both by the Council and by the Parliament. Only the legislature shall exercise legislative power. The Praesidium's Article 25.2 offends that principle as it allows the Council to legislate independently of the Parliament. What is the justification for this?

25.3 The injunction to openness would be strengthened by a reference to the publication of the Council's verbatim proceedings.